

Solution en vue à l'arboretum

État et collectivités ont promis d'aider à financer l'arboretum des Barres afin qu'il reste ouvert aux visites. L'accord doit encore être signé.

Caroline Bozec

caroline.bozec@centrefrance.com

C'est un peu une réunion de la dernière chance, qui s'est tenue hier en préfecture du Loiret. État et collectivités réfléchissaient à des solutions pour garder l'arboretum des Barres, à Nogent-sur-Vernisson, ouvert au public.

Car l'Office national des forêts (ONF), gestionnaire des lieux, a annoncé, au mois de juin, qu'il continuerait à entretenir le site, mais le fermerait aux visites dès ce mois de novembre. Sa raison : « un déficit de l'ordre de 300.000 € chaque année ». Dommage, quand on sait que le site est passé de 11.000 visiteurs en 2009 à 17.000 aujourd'hui, selon l'ONF.

Les élus avaient alors promis de trouver une solution pour maintenir l'arboretum à la disposition des visiteurs.



EN DIFFICULTÉ. L'ONF, gestionnaire du site, enregistre un déficit chaque année. PHOTO ALEXIS MARIE

Hier soir, les participants (État, Région, Département, Pays Gâtinais, et intercommunalités) ont tous accepté de mettre la main à la poche pour aider à boucler le budget de l'arboretum, qui s'élève à 665.000 €.

L'intercommunalité prendrait la relève

« L'État abondera environ 315.000 €, les recettes de l'arboretum s'élèvent à 150.000 €, il restera 200.000 € à partager entre le reste des acteurs », ex-

plique le député Jean-Pierre Door, qui espère « qu'une convention sera signée dans les quinze jours pour confirmer ces engagements ». La préfecture, elle, annonce un accord-cadre « devant être conclu dans les deux prochains mois ».

Cet accord doit permettre d'assurer le fonctionnement de l'arboretum jusqu'à fin 2020 ; un nouveau contrat d'objectif et de gestion sera alors instauré.

Quid des visites ? Grâce à ces apports financiers, elles seront assurées par l'ONF jusqu'« au début de la prochaine saison, en mars 2019 », assure la préfecture – au lieu de prendre fin en novembre 2018 comme annoncé préalablement.

Au-delà de cette date, c'est un tantinet plus flou. Est prévue une « reprise en main » par l'intercommunalité Canaux et forêts en Gâtinais, sur le territoire de laquelle se situe l'arboretum. Si les fonds promis par les collectivités sont suffisants, elle sera à même de prendre la relève des visites.

« Je suis ravi qu'on y arrive, c'est un patrimoine important », se satisfait Jean-Pierre Door. Le sénateur Jean-Pierre Sueur, quant à lui, note « le fort désengagement de l'État, avec une diminution de plus de 50 %. Nous allons le réinterpeller : il est paradoxal que le crédit de l'ONF baisse alors qu'on parle de l'environnement de plus en plus ». Il prêche également pour une communication plus dynamique de l'arboretum. ■